

4-1 Ecole, collège et lycée

Les études internationales, même si on peut les critiquer, nous envoient des signaux inquiétants : elles montrent un système éducatif adapté pour seulement 50% des jeunes et inadapté pour l'autre moitié.

Le terme « inadapté » reprend un vocable dangereux dans le discours « anti-profs » qui tend à prétendre que les professeurs ne savent pas s'adapter à la modernité, ce qui est inacceptable.

Préférons lui le terme « inefficace ».

Ajoutons que le métier d'enseignant, régi encore par des statuts datant des années 1950, a profondément changé : certaines tâches se sont alourdies, d'autres sont apparues. Le métier d'enseignant devrait donc être redéfini. Qu'attend-on des enseignants aujourd'hui ? Comment les recruter ? Quelle formation initiale et continue ? Quelle politique de gestion des ressources humaines ? Ces questions font un tout ! Or, même si un cahier des charges portant sur la formation des maîtres existe, le gouvernement a abordé le métier d'enseignant sous le seul angle du recrutement et de la formation initiale (le terme de « formation » étant discutable sauf à admettre qu'envoyer les lauréats de concours directement sur le terrain, sans grande connaissance de ce qu'est la pédagogie, soit suffisant). C'est la question de l'ensemble de la ressource éducative et de son utilisation qui doit être posée.

Justement, il est alors temps de parler de la formation des professeurs vis-à-vis de la modernité !

L'institut qui doit s'occuper de la formation ne doit pas être comme à l'IUFM la vision d'une pédagogie unique, manichéenne et idéologique mais le lieu des pédagogies possibles, sans parti pris, pour laisser aux professeurs la liberté pédagogique sans laquelle il ne peut enseigner.

Contrairement à ce qu'il se passe depuis 20 ans, la formation des professeurs ne doit pas imposer des dogmes inadaptés et inadaptables sur le terrain comme imposer un travail de groupe y compris avec des classes dans lesquelles il est déjà impossible d'imposer de ne pas parler et de ne pas se déplacer sans autorisation.

4-2 Enseignement supérieur

- concevoir un premier cycle par domaine qui ne soit pas spécialisé avant la troisième année de licence organisé en six domaines : les sciences exactes et les sciences de l'ingénieur ; les sciences de la vie (ouvrant entre autres aux carrières médicales), les sciences économiques et de gestion ; les sciences sociales et juridiques ; les sciences humaines ; les lettres, les langues et les arts. Cela déboucherait ensuite vers diverses orientations, précisées en 3e année : les concours de grandes écoles, les masters, des licences professionnelles.

Reculer ad vitam aeternam la spécialisation des étudiants n'est en aucun cas pertinente. L'université doit être l'endroit de l'orientation et des choix. En revanche, rajouter des modèles transversaux tels que la maîtrise de la langue, du calcul de la culture générale et de l'informatique de manière indifférenciée quelle que soit la filière me paraît plus juste et efficace.

4-5 Culture et nouvelles formes de communication

La culture est au cœur de notre projet humaniste. Il ne peut y avoir de société ouverte au monde et confiante dans sa capacité à relever les défis de l'avenir sans culture et sans créativité. La transmission de la culture, la découverte de l'art, du musée, du théâtre, de la musique, du cinéma sont indispensables au développement de l'être humain. La diffusion et la vitalité de la création artistique ne sont possibles qu'en tirant toutes les conséquences du fait que la culture ne saurait être une marchandise comme une autre.

L'exception culturelle doit être sanctuarisée aux niveaux européen et international, notamment en insérant dans les accords de l'OMC une référence à la charte de l'UNESCO sur la diversité culturelle. Le développement de la Communauté francophone doit être une priorité de notre politique étrangère. Un cadre protecteur de la production française et européenne doit être mis en place, et l'Etat doit se donner les moyens de la plus grande diffusion des œuvres en particulier auprès des jeunes et par le biais de nouvelles technologies accessibles à tous.

Les classes d'école doivent être ouvertes à l'intervention des artistes. Les artistes doivent être soutenus en incitant les institutions culturelles à s'ouvrir plus largement à des talents nouveaux et en rendant au statut d'intermittent sa vocation solidaire, notamment en traquant les abus et en prenant en compte les heures d'enseignement artistique.

Attention . Il existe déjà de multiples dispositifs qui font mettre en contact la culture et les élèves. Le problème n'est pas d'intensifier le processus mais de le rendre plus efficace; Et là, la tâche est énorme car elle relève d'une idéologie :

La priorité est donnée à un accès à la culture moderne et contemporaine, notamment dans les collèges. Or qu'est-ce que l'art moderne si ce n'est une transformation, un pastiche, une subversion, une négation voire une apologie des formes pré-existantes ? Et pour comprendre la subversion, il faut connaître les codes classiques. Ce qui n'est pas le cas actuellement. Résultat, les élèves assistent à des spectacles passivement sans comprendre la modernité et traînent de pieds quand les organisateurs se régalaient du spectacle. Est-ce là le but de l'Education nationale que d'assouvir la soif de culture des enseignants et des pédagogues quand les élèves attendent la moindre inattention pour sortir des paquets de bonbons ou de chips ? Dès lors, la culture devient un passage obligé, un objet de consommation insupportable.

Encore une fois, pour connaître la modernité d'une œuvre, faut-il encore en appréhender les codes qu'elle transforme ; dès lors la connaissance des classiques doit prédominer au moins au collège aux représentations de la modernité. Il faut du temps pour maîtriser ces fondamentaux. Et une vague introduction d'une heure en guise de « préparation au spectacle » ne saurait être suffisante pour appréhender des enjeux aussi colossaux qui ont traversé l'épreuve du temps.

Internet constitue non seulement un des derniers lieux de résistance et de contre-pouvoir à la pensée installée et aux organes officiels, c'est également un nouveau lieu d'épanouissement de la démocratie. **Un lieu exigeant qui nécessite non pas de recevoir, mais de rechercher l'information, de la comparer, de l'analyser avant de la transmettre à son tour.**

Il faut donc veiller à ce que l'objet « livre » ne soit pas effacé, mais qu'il fonctionne au préalable à toute recherche. Et quand les livres ne donnent pas de solutions satisfaisantes, alors, et seulement alors l'internet peut venir en aide comme pour les savoirs récents.

Mais la priorité n'est pas l'accès à internet mais bien évidemment la pédagogie quant à l'utilisation de ce système d'information (car pour la communication, ne soyons pas démagogues, les élèves maîtrisent déjà et mieux que certains professeurs; aussi évaluer la capacité d'un élève à envoyer un mail comme c'est le cas dans le B2I est une escroquerie sans nom visant à prétendre des savoir-faire pour pallier des déficiences bien plus inquiétantes...).

Trier l'information, prendre du recul, recouper ce qui est dit, la soumettre au jugement et au doute doivent guider l'accès à internet. Le reste n'est que fioritures et artifices coûteux, inacceptables au vu de notre déficit abyssal (ex : une salle pupitre coûte 35000 euros, certains établissements en comptant 2 pour Moins de 300 élèves alors que l'isolation des locaux n'est toujours pas aux normes écologiques....)

Nous soutenons les logiciels libres.

« Soutenir » ne suffit plus : exiger devient IMPERATIF !

Préférez la formule : « Nous exigeons les logiciels libres dans toute la fonction publique ».

4-6 Jeunesse et sport

Il convient de mobiliser les jeunes, garçons et filles, sur des actions civiles ou humanitaires, en France.

Il faut développer : L'école étant gratuite, y compris à l'université (moins de 150 euros pour une première année de Licence contre plus de 30000 aux Etats-Unis !), il n'y aurait rien de révoltant à demander une contre-partie citoyenne à cette gratuité. Ainsi, l'on pourrait rajouter dans les emplois du temps quelques heures (4 par exemple), quelque soit l'origine sociale, y compris dans les Grandes Ecoles. Mais pour ne pas handicaper les plus défavorisés, une revalorisation des bourses doit être envisagée dans le cadre de ces heures données au citoyen.

Concernant le sport

Contrairement aux idées reçues, le sport de haut niveau Français a un des meilleurs rapports qualité/investissement/population au monde puisqu'avec moins de 1% de la population, notre pays est classé 21ème en terme de démographie quand il atteint la 4ème place en terme de performances dans les épreuves mondiales et continentales (source Equipe, Août 2007). En revanche, c'est le sport quotidien, lié à la santé (obésité, maladie cardio-vasculaires, etc.) qui doit devenir une priorité avec une subvention des adhésions qui peuvent se révéler être extrêmement coûteuses pour certaines familles. Pourquoi le golf serait l'apanage des bourgeois, et le football réservé aux plus défavorisés. Une démocratisation de tous les sports doit s'imposer.